

PROGRAMME DE FORMATION

2021 – Actualisation du droit social et gestion RH

Lieu de la formation : A distance

Durée : 2 jours (4 1/2 journées en matinée)

Nombre total d'heures de formation : 14

Date(s) : 11 février, 25 mai, 30 septembre, 09 décembre

Tarif de la formation

500 € net de taxes (journées de février à décembre)

Pour demande de prise en charge de la formation auprès de l'OPCO :

- N° de Déclaration d'Activité : 76340953834
- N° SIRET : 83203963000039

Salariés de droit privé des organismes institutionnels du tourisme, n'oubliez pas de faire votre demande de prise en charge auprès de l'AFDAS !

Finalité

Action de formation pour le développement des compétences

Objectifs opérationnels

Actualiser ses connaissances en droit social au fur et à mesure des réformes,
Analyser les réformes et leurs conséquences sur la gestion sociale,
Dégager des solutions pratiques pour son entreprise ou ses clients.

Public cible

Chef d'entreprise, Responsable service RH, Collaborateurs spécialisés en Droit Social,
Expert-Comptable

Pré-requis

Aucun prérequis nécessaire

Caractéristiques et modalités

- **Durée** : 2 jours sur 4 demi-journées
- **Nombre d'heures** : 16 heures
- **Dates** : 11 février, 25 mai, 30 septembre, 09 décembre
- **Nombre de personnes minimum et maximum** : 6 - 20
- **Horaires** : 9h-13h
- **Lieu** : A distance
- **Code action** : 25013

Intervenants

Charline GAUDET (11 février)

Véronique NORET (25 mai)

Clément LAZIES (30 septembre et 09 décembre)

Moyens mis à disposition et méthodes pédagogiques

- **Préalable à la formation** : Bonne connexion Internet. Ordinateur avec micro et camera.
- **Moyens mis à disposition** : Support powerpoint, outil zoom.
- **Méthodes pédagogiques** : Apports juridiques et théoriques illustrés par des exemples concrets et des jeux de rôles. Mise en situation. Prise de parole des participants pour échanger sur les problématiques rencontrées.

Suivi et évaluation

- **Suivi** : Feuille d'émargement, certificat de réalisation, Attestation individuelle de fin de formation.
- **Evaluation** :
 1. Diagnostic préalable
 2. A la fin de la formation : test d'évaluation final permettant de mesurer l'atteinte des objectifs pédagogiques (test en 15 questions vrai-faux)
 3. A l'issue de la formation : questionnaire d'évaluation par le CRTL permettant de recueillir les retours à chaud des stagiaires (intervenant, programme et déroulé de formation, organisation...)
 4. Evaluation à froid : Evaluation menée par le CRTL à 3 ou 6 mois post formation pour mesurer les compétences mises en place en situation de travail.

Programme

11 février de 9h00 à 13h00

ACTU LEGISLATIVE

Introduction :

- Les principaux changements en paie pour 2021
- COVID 19 : panorama des règles dérogatoires en vigueur en 2021 et les dernières directives liées au social (protocole sanitaire...)

Activité partielle / APLD :

Les taux de l'allocation pour 2021

La situation des salariés vulnérables et ceux devant garder leur enfant

Les règles de calcul de l'indemnité pour les salariés en contrats d'apprentissage ou de professionnalisation

L'APLD : les dernières informations

Publication de la loi de financement de Sécurité sociale :

Panorama des mesures sociales

Loi de finances 2021

Les modalités de prise en charge des frais de transports des salariés Les mesures favorisant le développement de l'actionnariat salarié Le gel des effets de seuils

CDD et Intérim

Rappel des mesures transitoires pour les congés payés, CDD, intérim et prêt de main d'œuvre

Agirc-Arrco

Les nouvelles modalités de versement

ANI santé au travail et conditions de travail

Les points à retenir

ACTU JURISPRUDENTIELLE

Obligations de l'employeur :

- - Non-respect de la réglementation des données personnelles : le droit à la preuve à la rescousse d'une preuve illicite
- - Travail dissimulé : non déclaration aux organismes

Temps partiel :

- Contrats de travail à temps partiel : les exigences légales s'appliquent-elles aux contrats inférieurs à la semaine ?

Harcèlement :

- Les propos flatteurs répétés peuvent-ils créer une situation offensante ?

URSSAF :

- Les modalités d'obtention de documents auprès de tiers

Vie privée :

- - Relation amoureuse au travail : vie personnelle ou vie professionnelle ?
- - Les messages privés Facebook du salarié sont-ils réellement protégés ?

Ruptures de contrat :

- - Licenciement économique et faute de l'employeur d'un salarié licencié pour motif économique
- - Licenciement pour faute grave et mesures vexatoires
- - Inaptitude et obligation de reclassement, l'importance des préconisations du médecin du travail
- - Sur quels fondements la Cour d'Appel de Bourges écarte-t-elle l'application du barème MACRON le 6 novembre 2020 ?

25 mai de 9h00 à 13h00

ACTU LEGISLATIVE

Activité partielle / APLD

Les taux de l'allocation prolongés

L'incidence de l'activité partielle sur les droits à la retraite

Sécurité Sociale

Plan d'apurement des dettes, remise partielle de cotisations et échéancier de régularisation du report de cotisations

Exonération et aides au paiement

Apprentissage et contrat de professionnalisation

Prolongation des aides à l'embauche

Païement des contributions formation et apprentissage

Hygiène, sécurité et conditions de travail

Nouvelles précisions sur les arrêts de travail dérogatoire Prolongation des prérogatives renforcées du médecin du travail

Vaccination des salariés en entreprise

Frais liés au télétravail

Aménagement des locaux de restauration

Rupture du contrat de travail

Attestation Pôle Emploi – format renforcé

Mesures législatives

Le renforcement des sanctions pour non-respect des fermetures administratives

Réforme de l'assurance chômage au 1^{er} juillet 2021

Proposition de loi visant à « renforcer la prévention en santé au travail » Projet de loi « climat et résilience » - quels impacts sur le droit du travail

ACTU JURISPRUDENTIELLE

Contrat de travail

Existence d'un contrat de travail entre Uber et un chauffeur ?

Exécution du contrat de travail

Sur qui repose la preuve des heures supplémentaires ?

Droit disciplinaire

L'avertissement est-il une sanction suffisante à l'égard d'un salarié auteur de faits de harcèlement sexuel ?

Hygiène et sécurité

Quelle sanction en cas de manquement aux équipements de protection individuel d'un salarié intérimaire ?

Existe-t-il une faute inexcusable de l'employeur en cas de conscience du danger et de l'absence de mesures de prévention ?

Dépression après une altercation avec son supérieur : accident du travail ?

Rupture du contrat de travail

Est-il possible de licencier un salarié suite à un dépistage de drogue urinaire ?

Le salarié refusant une rétrogradation peut-il se voir licencier pour faute grave ?

Lien entre la transaction en termes généraux et la clause de non concurrence

30 septembre de 9h00 à 13h00

ACTU LEGISLATIVE

Loi sur la gestion de la crise sanitaire

La mise en œuvre et le contrôle du Pass sanitaire

L'obligation vaccinale dans les secteurs médico, sociaux

L'autorisation d'absence dans le cadre de la vaccination

L'information et la consultation du CSE quant au dispositif de contrôle

Loi santé au travail

Le renforcement du DUER

La mise à jour de la définition de harcèlement sexuel dans le code du travail Un nouveau thème de négociation annuelle sur l'égalité professionnelle L'extension du droit de prescription des médecins du travail à titre expérimental

L'extension des missions du service de santé au travail

Le rôle du médecin de ville

La modernisation des règles de tarification des services de santé au travail

Les impacts de la loi portant lutte contre le dérèglement climatique en droit du travail

Loi de finance rectificative

Les nouvelles aides au paiement des cotisations

La reconduction de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Mesures législatives

Prolongation des « aides covid » aux travailleurs handicapés Liste des secteurs concernés par le mécanisme du bonus-malus

ACTU JURISPRUDENTIELLE

Exécution du contrat de travail

Une période d'essai d'une durée de 6 mois est elle raisonnable ?

La preuve du nombre de jours de travail effectués dans le cadre d'une convention de forfaits jours,

L'employeur peut-il imposer au salarié de rester joignable pendant ses pauses ?

Droit disciplinaire

La prise en compte des faits fautifs par le supérieur hiérarchique permet- elle de sanctionner le salarié ?

Hygiène et sécurité

Comment gérer un avis d'aptitude avec réserves ?

Droit collectif

Procédure de modification du règlement intérieur

Rupture du contrat de travail

Précisions sur le montant de l'indemnité de rupture conventionnelle

Le licenciement d'un salarié peut-il être fondé uniquement sur des preuves issues de la vidéosurveillance ?

Contentieux

L'application in concreto du barème Macron

Contrôle

Transaction et redressement fiscal suite à une erreur de l'employeur

05 décembre de 9h00 à 13h00

Contenu à venir et établi en fonction des sujets traités par le gouvernement qui ont une incidence en droit social.